Espace, populations, sociétés

Du local au national, la consolidation démocratique au Brésil

Philippe Waniez, Violette Brustlein, Cesar Romero Jacob, Dora Rodrigues Hees

Citer ce document / Cite this document :

Waniez Philippe, Brustlein Violette, Romero Jacob Cesar, Rodrigues Hees Dora. Du local au national, la consolidation démocratique au Brésil. In: Espace, populations, sociétés, 2003-3. Populations, élections, territoires. pp. 501-519;

doi : https://doi.org/10.3406/espos.2003.2102

https://www.persee.fr/doc/espos_0755-7809_2003_num_21_3_2102

Fichier pdf généré le 06/05/2018

Résumé

Au cours des dernières années du 20ème siècle, la plupart des pays d'Amérique latine ont renoué avec la démocratie. La tenue d'élections régulières et pluralistes est le signe le plus visible de ce renouveau. Le Brésil apparaît sur bien des points comme un idealtype de la redémocratisation latino-américaine, non seulement avec l'instauration du suffrage universel direct pour tous les niveaux de responsabilité politique, du conseil municipal à la présidence de la République, mais aussi pour sa capacité à mettre en œuvre la procédure de destitution d'un président corrompu, et pour sa pratique, récente il est vrai, de l'alternance politique... On s'interroge ici sur les articulations du système électoral avec le territoire, dans un pays très étendu et contrasté à l'extrême sur les plans économique et social. L'analyse géographique et cartographique des résultats électoraux permet de mieux comprendre comment s'établit la charnière entre les élections locales et les élections nationales.

Abstract

From Local to National, the Democratic Consolidation in Brazil.

In the last years of the 20th century, most countries in Latin America made a return to democracy. The practice of regular and plural elections is the most visible sign of this renewal. Brazil, in many aspects, appears as a model of re-democratization in Latin America, not only for adopting the direct universal vote for all levels of political representation, from the Municipal Assemblies to the Presidency of the Republic, but also for its capacity to remove from office a corrupt president on impeachment, and for the practice, recent though it is, of a real political alternation in the country's command. In this article, we investigate the relation between the electoral system and the territory, in a country so vast and with huge economic and social contrasts. The geographical and cartographical analysis of the electoral results allows a better understanding of how the connection between the local and national elections is established.

BY: $ = creative commons

ESPACE, POPULATIONS, SOCIETES, 2003-3 pp. 501-519

Philippe WANIEZ
Institut de Recherche pour le Développement
UMR TEMPS

École Normale Supérieure
48, Boulevard Jourdan – 75014 Paris
philgeo@club-internet.fr
http://perso.club-internet.fr/philgeo

Violette BRUSTLEIN

Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique Latine, CREDAL-CNRS
28, rue Saint-Guillaume – 75007 Paris
violette.brustlein@univ-paris3.fr

Cesar ROMERO JACOB
Dora RODRIGUES HEES

Pontificia Universidade Católica di Rio de Janeiro
Departamento de Comunição Social
Rua Marquês de São Vicente 225
Ala Kennedy, 6° andar, sala 606A
Gávea, Rio de Janeiro, R.J.
CEP : 22 453-900 – Brésil
jacob@alternex.com.br
dorahees@alternex.com.br

Persée creative commons

Du local au national, la consolidation démocratique au Brésil

INTRODUCTION : TRANSITION ET CONSOLIDATION DÉMOCRATIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

À la fin du 20ème siècle, l'Amérique latine a renoué avec la démocratie. L'une après l'autre, les sanglantes dictatures militaires se sont effondrées : Équateur (1979), Pérou (1980), Salvador (1980), Honduras (1981), Bolivie (1982), Argentine (1983, élection du Président Raul Alfonsín), Brésil (1985, élection du Président Tancredo Neves), Guatemala (1985), Uruguay (1985), Paraguay (1989), Chili (1989), Panama (1989) et Nicaragua (1990). Cette période d'une dizaine d'années, que les politologues ont appelée « Transition démocratique » a vu l'organisation d'élections libres dans nombre de ces pays, l'élection de parlements nationaux au suffrage universel, la réunion d'assemblées constituantes promulguant de nouvelles constitutions, l'émergence de gouvernements légitimes, et même des alternances politiques en douceur... de quoi remettre du baume au cœur de tous ceux qui protestaient, en 1973, contre le coup d'État du dictateur Pinochet, à la solde des multinationales étatsuniennes, et pour soutenir Salvador Allende, Président sorti des urnes du suffrage universel (1970). Des mouvements d'intégration continentale ou régionale se sont engagés entre les États américains, soit à des fins surtout commerciales comme l'Alliance de Libre Échange Nord Américaine (ALENA), mais aussi sur un modèle plus politique et démocratique comme le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), qui vise à sceller la coopération entre ces pays avec une approche semblable à celle qui animait les fondateurs de l'Union Européenne.

Ces transformations ne se sont pas toujours faites en douceur : on se souvient de la tentative de coup d'État du Général para-

guayen, Lino Oviedo (1996), suivie de son emprisonnement, de la destitution du président équatorien Abdalá Bucaram (1997), de l'*impeachment* du président brésilien Fernando Collor de Mello (1992), du renvoi du Péruvien Alberto Fujimori ; les convulsions économico-politiques argentines et vénézuéliennes font l'actualité de tous les journaux. La violence sévit toujours en Colombie, pays où les guérillas ont littéralement « partitionné » le territoire national ; et la vie quotidienne en Haïti est toujours marquée par la misère et la peur, malgré les espoirs suscités par l'élection triomphale de Jean-Bertrand Aristide (1990). Tous ces évènements laissent penser que les peuples latino-américains ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir vivre dans des pays en ordre de marche, à la démocratie consolidée, où, en plus de la tenue régulière d'élections au suffrage universel, la loi est appliquée de la même manière pour tous, les Droits de l'Homme respectés, et les inégalités sociales progressivement réduites...

Dans la perspective de la consolidation démocratique, la compétition politique doit se déployer sans pour autant que la constitution et les institutions qui s'y rapportent soient remises en cause. En soi, le vote n'est pas un garant suffisant de la démocratie : les parodies d'élections sont même souvent l'un des attributs des dictatures. Dans les démocraties modernes, le vote du peuple doit permettre de renverser le pouvoir de manière pacifique, mais pas les institutions gouvernementales. Garantie doit être conférée à l'opposition de pouvoir un jour sortir majoritaire des urnes. C'est ce qui a conduit plusieurs pays d'Amérique Latine à se doter d'une institution chargée de veiller à la fiabilité des listes électorales, au respect des règles d'éligibilité des candidats et de déroulement de la compétition électorale (temps de parole dans les médias, financement des campagnes), à la validation finale des résultats. Au Mexique, par exemple, l'Institut Fédéral Électoral apparaît de plus en plus indépendant vis-à-vis du pouvoir exécutif, ce qui lui permet d'assurer ses fonctions de mieux en mieux grâce à des innovations juridiques et techniques permettant de doter le pays d'une organisation électorale parmi les plus efficaces (mais aussi les plus coûteuses) du monde.

Au Brésil, l'instance suprême de contrôle des élections est le Tribunal Supérieur Électoral, TSE, installé dans la capitale fédérale, Brasília. Ses décisions sont sans appel ; par exemple, à l'issue des élections de 2002, plusieurs procès ont mis en cause les candidats élus dans les États du Ceará, du Goiás, du Maranhão, du Mato Grosso et du Pará ainsi que dans le District Fédéral. Une décision défavorable aux candidats élus entraîna la perte immédiate de leur mandat. Le TSE s'est grandement modernisé au cours des dernières années, ce qui lui a permis d'une part d'améliorer les conditions de vote en équipant presque toutes les villes du pays de machines à voter, en fait des ordinateurs spécialisés organisés en réseau ; cette innovation a rendu la fraude plus difficile et l'obtention des résultats beaucoup plus rapide. On dispose ainsi de bases de données informatisées pour l'ensemble du pays, établies grâce aux tribunaux électoraux régionaux (TRE, un dans chaque État de la Fédération). Et comble de la transparence, le TSE communique à qui en fait la demande motivée (comme par exemple aux chercheurs en sciences sociales) l'ensemble de ses bases de données, qu'elles concernent les candidats ou les résultats proprement dits, et cela au niveau de désagrégation le plus fin possible comme les bureaux de votes (*sessões*). Ce sont ces données, gracieusement communiquées par le TSE et le TRE de Rio de Janeiro, qui constituent le matériau de base du présent article.

LA GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE AU BRÉSIL

Les recherches en géographie électorale ne constituent pas, aujourd'hui encore, une tradition de recherche au Brésil. Ceci s'explique en partie par la situation politique du pays qui, entre le coup d'État du 31 mars 1964, jusqu'à la fin de la dictature militaire, le 15 mars 1985 (date de la prise de fonction de José Sarney, à la place de

Tancredo Neves), n'a pas connu d'élection démocratique ; analyser l'expression électorale était devenu sans objet. Avec la Nouvelle République, le Brésil a renoué avec le processus électoral, ce qui n'a pas manqué de susciter l'émergence du marché des sondages d'opinion, marché florissant à l'approche des élections. Mais les résultats de ces sondages ne permettent pas de prendre en compte l'extrême diversité géographique d'un pays grand comme 16 fois la France et qui compte 170 millions d'habitants. Tout au plus peut-on espérer dresser, avec les résultats de ces sondages, un tableau très imparfait de l'état de l'opinion dans telle ou telle autre région métropolitaine, les régions rurales, souvent peu denses sur le plan démographique, et donc pourvoyeuses d'un nombre plus limité de suffrages, restant le plus souvent dans l'ombre.

Une seconde raison, tenant à l'état de la géographie brésilienne, peut expliquer la relative rareté des recherches en géographie électorale. La mission de collecte des données économiques et sociales et de gestion de l'infrastructure statistique du pays revient, depuis les années 1940-1950, à l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, IBGE. Cet organisme, qui a longtemps été à la pointe de la recherche géographique brésilienne, n'a jamais promu la géographie électorale au rang de branche scientifique, comme elle a pu le faire avec les études rurales ou environnementales. Faut-il y voir la manifestation d'une sorte d'autocensure au sein d'un organisme au service du Gouvernement Fédéral ? Toujours est-il que les atlas nationaux du Brésil publiés par l'IBGE et sur lesquels des générations entières de géographes ont travaillé, ont toujours largement ignoré le fait électoral. La même observation peut-être faite pour les atlas régionaux, réalisés par les universités ou les bureaux d'études dans certains États de la Fédération ; même l'excellent Atlas de la Population de l'État de São Paulo qui présente une magistrale rétrospective en recourant à des données datant de 1940, laisse de côté l'étude des caractéristiques de l'électorat. De son côté, la géographie universitaire s'est largement consacrée aux tâches académiques et s'est éloignée, peu à peu, des recherches opérationnelles ; on peut dire qu'elle s'est davantage préoccupée de sa propre reproduction et moins de l'amélioration de ses méthodes et de ses outils ; la situation semble cependant évoluer dans quelques centres, principalement à São Paulo et à Rio de Janeiro. Dans un tel contexte, la géographie électorale demeure un domaine largement en friche, même si quelques groupes de recherche travaillent sur les résultats des élections dans plusieurs régions du pays (dans le Rio Grande do Sul, par exemple).

Enfin, tenter de rendre compte de la géographie électorale du Brésil peut apparaître comme une gageure en raison même du fonctionnement du système politique brésilien, système dans lequel les partis politiques sont, dans leur grande majorité, à la disposition des ambitions personnelles des candidats, et font rarement la promotion d'un programme de gouvernement (local, régional ou national) élaboré sur la base d'options clairement exprimées. Il n'est pas rare, en effet, de voir tel ou tel autre homme politique créer son propre parti en fonction d'une échéance électorale particulière et même changer de parti à la faveur des possibilités de carrière politique qui s'offrent à lui. Un tel système rend extrêmement difficile l'analyse des résultats obtenus par les partis politiques, notamment pour les élections locales, l'écueil apparaissant moins important pour l'élection présidentielle, les électeurs devant voter pour un président et un vice-président soutenus par une coalition et non pas pour le candidat d'un seul parti.

Face à de telles lacunes, et conscients de l'importance d'une analyse géographique des résultats des élections, une équipe de recherche franco-brésilienne s'est constituée, il y a une dizaine d'années, dans le cadre du Département de Communication Sociale de l'Université Catholique de Rio de Janeiro (PUC-Rio). Politologues, géographes et cartographes ont ainsi publié en 1997 un premier *Atlas Électoral du Brésil* dans la revue *Comunicação e Política*. Une seconde version de cet atlas, bien plus complète tant sur le plan géographique qu'électoral, a ensuite été publiée par la revue *Alceu* à la fin de l'année 2000, sous le titre *Nouvel Atlas Électoral du Brésil*. Le présent article s'appuie sur ces matériaux cartographiques de première main ainsi que sur d'autres matériaux, notamment les résultats de l'élection présidentielle de 2002.

LE BRÉSIL, UN PAYS IMMENSE, UN ESPACE DÉMESURÉ

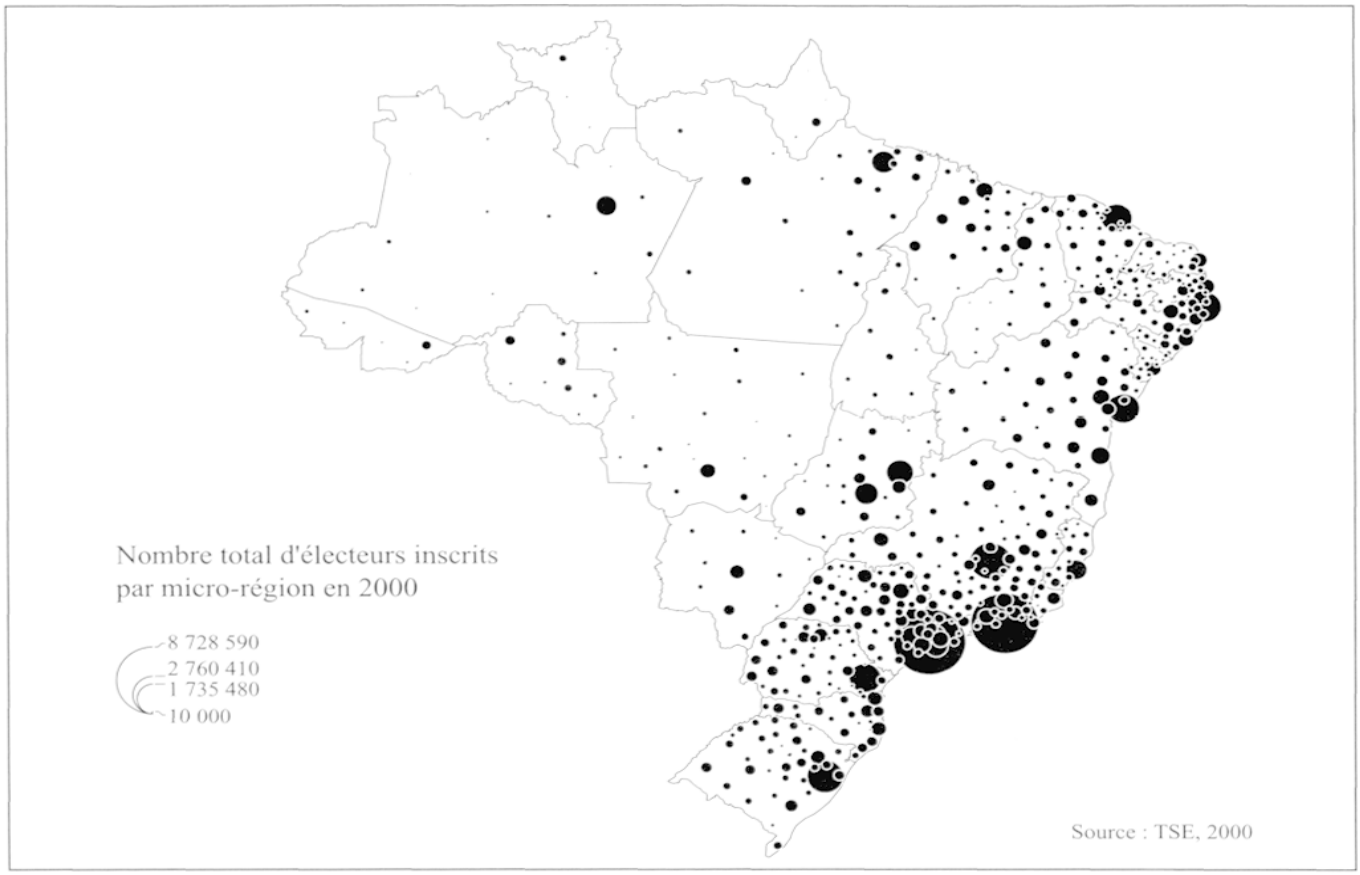
Toute recherche en sciences sociales sur le Brésil se heurte d'emblée à la dimension continentale du pays. Cela est plus vrai encore de la géographie dont l'un des objectifs premiers consiste à révéler et à comprendre les recompositions du territoire considéré comme l'un des produits de l'activité sociale, le territoire étant "élément du système social, et révélateur de ce système" [Brunet ; 1984].

La tâche est sans nul doute ardue si l'on considère ce pays-continent de 8 511 965 km^2 dans lequel l'importance des distances est omniprésente : 15 700 km de frontières terrestres et 7600 km de côtes, un million et demi de kilomètres de routes dont une partie seulement est asphaltée. Une organisation interne encore lâche, un réseau routier aux mailles larges surtout au nord et à l'ouest, une distribution de la population qui laisse de vastes espaces inoccupés. Même si le Brésil n'est plus ce que l'on appelait naguère un "pays neuf", la structuration de son espace est encore loin d'être solide : la présence d'une frontière agricole progressant dans des régions très faiblement peuplées en est la plus spectaculaire manifestation. D'autres changements remanient fréquemment la géographie du Brésil : urbanisation rapide, migrations et réalisation d'infrastructures lourdes (routes amazoniennes, grands barrages, villes nouvelles). La très forte croissance démographique, 120 millions d'habitants de plus en quarante ans (50 millions en 1950, 170 millions en 2000) s'est accompagnée d'une explosion urbaine tout aussi impressionnante : douze villes dépassent le million d'habitants, deux agglomérations les dix millions. Expansion de la frontière agricole et croissance urbaine sont sources d'importants mouvements migratoires avec ce que cela suppose d'organisation du monde du travail et de changement dans la répartition des activités sur le territoire. Tout ceci a pour conséquence une maille administrative particulièrement hétérogène avec des *municípios* de plus de 100 000 km^2 en Amazonie et de l'ordre de la dizaine de km^2 en région urbaine. La maille municipale connaît une évolution extrêmement rapide : on comptait 3950 *municípios* en 1980, 4560 en 1991 et 5559 en 2000.

L'exaltation de la grandeur du Brésil a d'ailleurs été l'un des axes de propagande des gouvernements militaires pour promouvoir un vaste projet national de développement centralisé et autoritaire impliquant une politique volontariste d'aménagement du territoire. Les diverses régions du Brésil entrèrent alors dans un intense, mais inégal, processus d'intégration par les réseaux routiers, les systèmes de télécommunication, la constitution de pôles miniers et industriels, la politique urbaine et de nouveaux plans de peuplement (colonisation de l'Amazonie et des Cerrados). La mise en œuvre de ce programme a cependant accentué et recréé bien des déséquilibres structurels. Même si, grâce au "miracle économique", le Brésil figure dans le peloton de tête des économies mondiales, il continue cependant à se classer autour du quarantième rang des nations pour la santé et l'éducation. Les niveaux de développement économique des régions qui le composent demeurent très inégaux : le rythme accéléré de la modernisation rejette les petits paysans, le modèle urbano-industriel dont le foyer de départ est situé à São Paulo s'étend tout en concentrant les revenus et en accentuant les écarts sociaux... Toutes les questions relatives à l'organisation de l'espace se heurtent ainsi à des problèmes structurels récurrents qu'on retrouve à différentes échelles : développement très inégal des activités économiques, imbroglio foncier, poches de misère, espaces de non-respect des droits de l'homme, etc. Et c'est sans excès qu'on peut placer en contrepoint de la devise du pays *Ordem e progresso*, l'expression du désarroi de certains brésiliens : « *O Brasil é um país grande demais* » [le Brésil est un pays trop grand] face aux difficultés que rencontre en permanence leur pays pour devenir enfin une nation moderne, indépendante et effectivement progressiste.

C'est dans ce contexte d'inégalités sociales et spatiales que la géographie électorale peut participer, aux côtés de la sociologie ou de la science politique, à la compréhension des résultats sortis des urnes, et cela à toutes les échelles, de la ville à l'ensemble du territoire national. Dans un pays où la démocratie est en voie de consolidation, la cartographie des résultats des élections produit une

Figure 1. Électorat en 2000.



image, souvent fortement structurée, de la combinaison des rapports de force sur un territoire. Présentant généralement une grande stabilité sur la longue durée, ces images permettent aussi d'enregistrer les brutales ruptures liées à la vie des sociétés, et de localiser les régions qui basculent, provoquant ainsi une brusque transformation du paysage politique national. L'objectif de l'exposé qui suit est de montrer comment le système politico-électoral s'est adapté à l'extrême inégalité qui caractérise, ô combien ! le Brésil d'aujourd'hui.

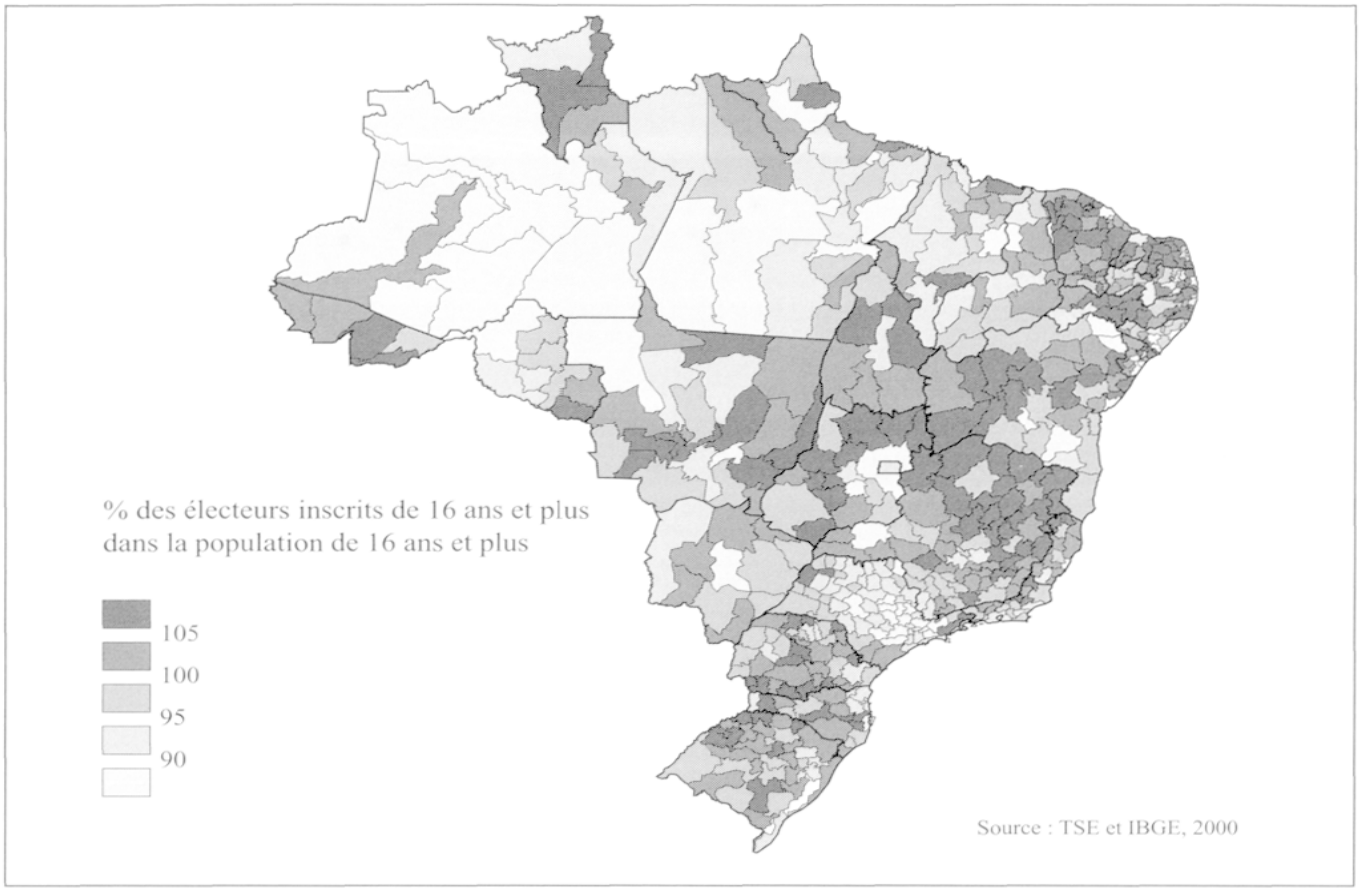
L'INÉGALE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'ÉLECTORAT

La répartition géographique des électeurs brésiliens suit *grosso modo* celle de la population puisque le droit de vote est ouvert aux Brésiliens âgés de 16 ans au moins, l'obligation de voter intervenant à l'âge de 18 ans (fig. 1). São Paulo est de très loin l'État ayant le poids électoral le plus élevé avec 22% de l'électorat, suivi par le Minas Gerais 11% et Rio de Janeiro 9%. La concentration de l'électorat est telle que 9 États seulement (São Paulo, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Bahia, Rio Grande do Sul, Paraná, Pernambuco, Ceará et Santa Catarina) sur les 27 que compte la Fédération, rassemblent 75% de l'électorat national. Cette distribution très contrastée des électeurs sur le territoire national a naturellement une grande importance pour l'élection du Président de la République et a souvent conduit dans le passé à des alliances visant à isoler du gouvernement telle ou telle autre partie du pays, comme celle des élus de São Paulo et du Minas Gerais connue sous l'expression *café com leite* (café de São Paulo au lait du Minas Gerais).

La tenue des listes électorales

Au cours de l'année 1986, une refonte complète des listes électorales a été réalisée : le *Recadastramento Eleitoral* a exigé de

Figure 2. Électorat en 2000.



chaque électeur qu'il s'inscrive (ou se réinscrive s'il était déjà inscrit). Cette opération a permis d'évacuer la majeure partie de la fraude, selon le responsable des statistiques du TSE. À cette occasion, on a observé un véritable afflux de nouveaux électeurs, le poids de l'électorat dans la population totale passant de 45% environ en 1985 à 55% en 1989, soit une progression de près de 20 millions d'électeurs, pour un accroissement démographique estimé par l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique à 12 millions d'habitants durant la même période. Les principales régions bénéficiaires furent :

• Brasília, car le District Fédéral ne jouissait pas, en 1985, du même statut que les autres États brésiliens et ses habitants votaient à leur lieu de résidence précédent. Depuis la promulgation de la nouvelle Constitution, les électeurs *brasilienses* figurent sur les listes électorales propres au District Fédéral.

• le Mato Grosso, le Rondônia et le Roraima. Dans ces régions de fronts pionniers, la remise en ordre des listes électorales a permis de comptabiliser les migrants qui ont afflué depuis le début des années 1970.

• la plupart des États nordestins, en raison de l'influence de l'ouverture des listes électorales aux jeunes et aux analphabètes, en forte proportion dans le *Nordeste*.

Le poids des électeurs dans la population totale s'est encore accru par la suite, passant à 61% en 1990 et se stabilisant à 64% en 1996 et 2000, soit, rapporté à la population de 16 ans et plus, 94% de la population en âge de voter. Cette évolution s'explique en partie par la poursuite de la transition démographique et donc de l'augmentation relative de la proportion des personnes ayant le droit d'être inscrites sur les listes électorales, mais aussi par la qualité inégale sur l'ensemble du territoire de la gestion des listes électorales. Ce problème apparaît clairement sur la carte du pourcentage des inscrits dans la population en âge de voter (fig. 2). On y observe plusieurs phénomènes contradictoires. En premier lieu, nombreuses sont les régions où ce pourcentage dépasse 100%. Retrouver les régions rurales du Nordeste dans cette catégorie n'a rien d'étonnant : on sait que l'infrastructure administrative y est très déficiente. Que les régions pionnières du Centre-Ouest ainsi

que le Tocantins et l'Acre fassent aussi partie de cette catégorie est cohérent avec l'instabilité géographique de la population que les listes électorales ne réussissent pas à suivre... En revanche, on aurait pu penser que les espaces agricoles relativement bien développés du Sud du pays feraient meilleure figure.

À l'opposé, certaines capitales des États (Porto Alegre, Curitiba, Brasília) et les grandes conurbations (São Paulo et Rio de Janeiro) présentent des pourcentages de l'ordre de 90% de la population en âge de voter effectivement inscrite. Sachant que l'inscription est obligatoire à partir de 18 ans et optionnelle à partir de 16 ans et pour les analphabètes, une telle valeur apparaît normale. Mais le pourcentage d'inscription apparaît souvent en-dessous de ce seuil, par exemple dans l'intérieur de l'État de São Paulo et dans l'Entour du District Fédéral, et dans nombre de capitales, notamment celle du Nordeste : on trouve là des populations déracinées, attirées par les lumières de la ville, qui ne peuvent pas encore exercer leur citoyenneté. En Amazonie, qui présente dans sa majeure partie, de faibles pourcentages d'inscription, l'explication est sans doute autre : ici, les difficultés de circulation et la dispersion de la population rendent difficile l'accès aux structures administratives. En résumé, force est de constater que les listes électorales sont généralement mal tenues dans les espaces ruraux, qu'il s'agisse de leur mise à jour en fonction des mouvements démographiques, ou de l'inscription des populations dispersées.

Conséquences sur la mesure de l'abstention

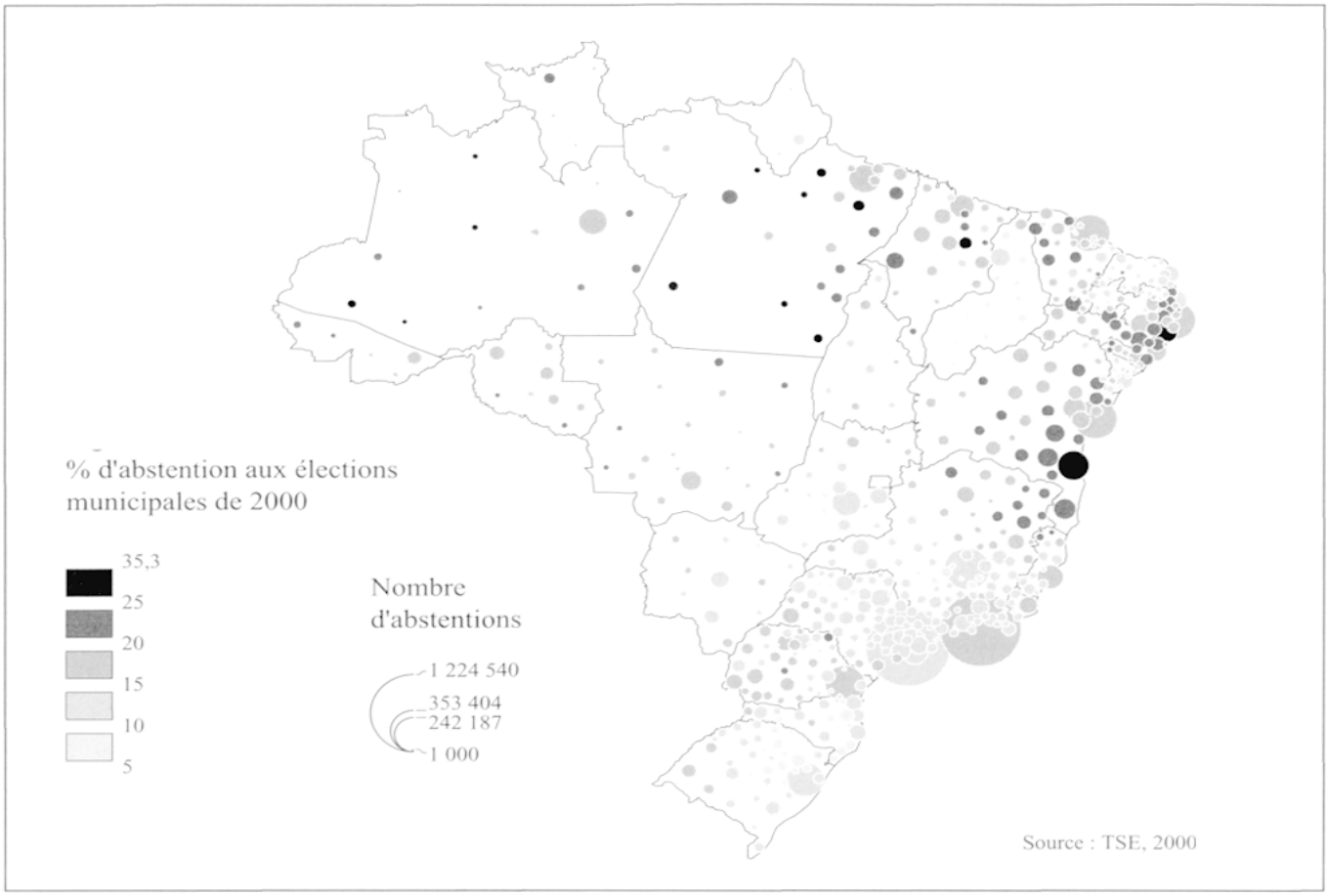
Alors que le vote est obligatoire pour les personnes âgées de 18 à 69 ans, et optionnel pour celles de 16 et 17 ans, et de 70 ans ou plus, le taux d'abstention a pratiquement doublé entre l'élection présidentielle de 1989 et celle de 1998. Partie de seulement 11,9% au premier tour de 1989, valeur qui peut s'expliquer par l'enthousiasme d'un électorat qui se rend à une élection présidentielle pour la première fois depuis 29 ans, l'abstention atteint 17,8% en 1994, peut-être en raison de la désaffection des électeurs pour la classe politique après le départ mouvementé de Collor pour atteindre 21,5% en 1998. Ce dernier chiffre, assez alarmant, est peut-être lié à la déception provoquée par le naufrage progressif du Plan Real démontrant l'incapacité des politiciens à résoudre de manière durable les défis sociaux et économiques auxquels le pays doit s'affronter. Il n'en reste pas moins qu'en l'absence de listes électorales fiables, chercher à expliquer l'accroissement de l'abstention conduit à se perdre en conjectures... Ceci a conduit la justice électorale à réaliser le travail considérable de recouper les listes avec différents fichiers administratifs, ce qui l'a conduite à biffer des listes électorales 5 millions environ d'électeurs fantômes. Comme on l'a vu, cela n'a pas permis de résoudre tous les cas litigieux, mais l'abstention a effectivement diminué, de manière presque mécanique en retombant en 2002 à sa valeur de 1994 (17,8%). On peut aussi penser qu'une telle régression s'explique aussi par le réel enjeu politique, en l'occurrence la possible victoire du candidat de gauche Luiz Inácio Lula da Silva.

Au-delà de ses fluctuations d'une élection à l'autre, la géographie de l'abstention demeure stable, et sans qu'aucune relation de cause à effet ne puisse être établie avec le degré d'inscription. La carte (fig. 3) montre que les plus forts taux se maintiennent dans les Régions Nord et Nord-Est, les capitales des États demeurant moins touchées. Les taux les plus faibles restent caractéristiques du Sud-Est et du Sud. Enfin, la Région Centre-Ouest reste dans une situation intermédiaire : le Mato Grosso et le Nord du Goiás présentant des taux élevés, proches de ceux des régions Nord et Nord-Est, alors que le Mato Grosso do Sul et le Sud du Goiás apparaissent peu abstentionnistes et se rapprochent de ce fait des parties les plus méridionales du pays.

Électorat urbain et rural

Contrairement aux idées reçues, la population rurale demeure très importante au Brésil. L'urbanisation est effectivement une tendance lourde du peuplement actuel, mais des statistiques en trompe l'œil conduisent trop fréquemment à annoncer la concentration généralisée de la population dans les grandes villes, à plus ou moins court terme (81% au recensement de l'an 2000). Cet artéfact résulte d'un décret-loi signé par

Figure 3. Abstention.



Getúlio Vargas en 1938 qui a transformé tous les chef-lieux de *municípios* en villes, indépendamment de leur population. Ceci a pour effet de gonfler artificiellement les effectifs de population urbaine; qui connaît le Brésil, a des difficultés à croire que le pays s'est presque entièrement transformé en une immense zone urbaine... Si le Brésil adoptait les critères de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (une zone est dite urbaine quand elle présente une densité de population égale ou supérieure à 150 habitants par kilomètre carré), on obtiendrait un taux d'urbanisation inférieur à 60%.

La répartition de l'électorat par catégorie de nombre d'électeurs confirme cette analyse. La majeure partie des *municípios* se trouve dans les petites catégories (tab. 1) : 63,5% ont moins de 10 000 électeurs, 83,5% moins de 20 000 et 94,6% moins de 50 000 soit plus de 45% de l'électorat du pays.

Tableau 1. Répartition de l'électorat par tailles de municípios (2000).

Tailles de *municípios*	Nombre	Électeurs	% total des électeurs
Jusqu'à 10 000 électeurs	3497	16 936 435	15,46
10 000 à 20 000	1100	15 350 078	14,01
20 000 à 50 000	610	18 503 886	16,89
50 000 à 100 000	160	10 763 738	9,82
100 000 à 200 000	79	10 927 618	9,97
200 000 à 625 000	45	14 310 845	13,06
plus de 625 000	13	22 722 299	20,74
TOTAL	5504	109 514 899	100

Le système électoral brésilien

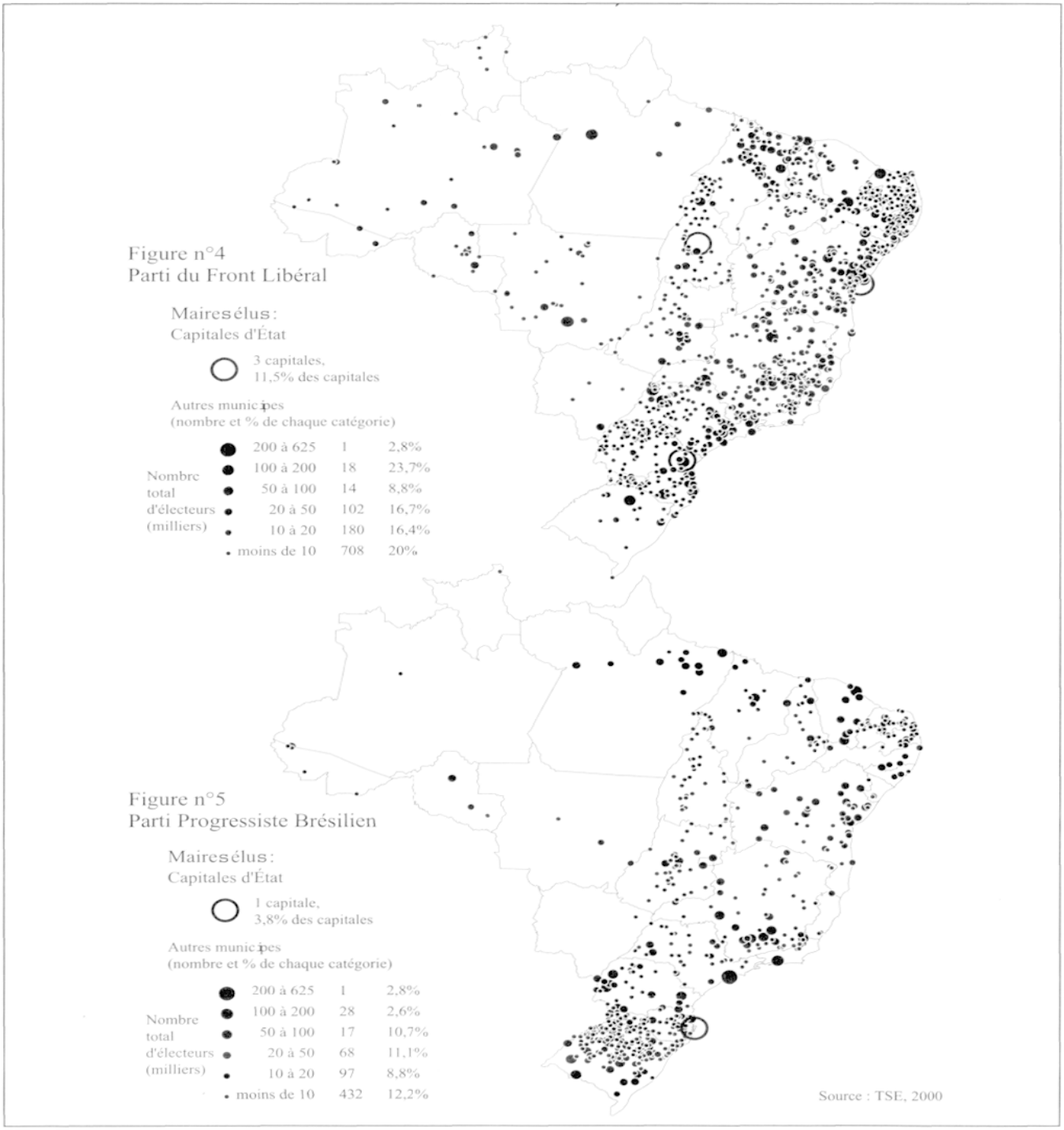
Au cours des années de régime militaire (1964-1985), le système électoral brésilien a été profondément altéré par une législation évoluant au cas par cas. Il s'agissait alors de garantir la victoire du parti créé pour soutenir politiquement les gouvernements militaires en participant aux différentes « élections » qui se sont déroulées pendant 21 ans. Ainsi, la législation était modifiée chaque fois que le parti gouvernemental risquait de perdre l'élection qui s'annonçait. Avec la redémocratisation du pays, la nouvelle Constitution promulguée en 1988 a adopté une législation réellement démocratique caractérisée, entre autres choses, par la tenue d'élections régulières pour les différentes sphères du pouvoir politique :
- élections du Président de la République, des Sénateurs de la République, des Députés Fédéraux, des Gouverneurs des États et des Députés des États de la Fédération, tous les quatre ans, à partir de 1994 (puis 1998 et 2002) ;
- élections des Maires (*Prefeito*) et des Conseillers Municipaux (*Vereador*), tous les quatre ans, à partir de 1992 (puis 1996 et 2000).
L'élection de 1989, seulement pour la Présidence de la République, et de 1990 pour les Sénateurs de la République, les Députés Fédéraux, les Gouverneurs des États et les Députés des États, s'inscrivaient dans une phase de transition dans la perspective d'une entrée en vigueur définitive de la nouvelle législation à partir de 1994.
L'idée du législateur a été d'intercaler les élections pour ces différents mandats, ce qui se traduit par des campagnes électorales de caractère général (fédéral/des États), ou de caractère local (municipal), tous les deux ans.
Les candidats à un mandat doivent obligatoirement être membres d'un parti politique dûment autorisé par le Tribunal Supérieur Électoral, ce qui interdit la présentation de candidats sans étiquette. Il est possible, pour un candidat potentiel, de changer de parti un an au plus avant le scrutin ou après celui-ci. Les détenteurs d'un mandat relevant du pouvoir exécutif (Président, Gouverneur, Maire), peuvent se présenter pour un second mandat consécutif ; il leur faut cependant démissionner de leur mandat six mois avant d'être candidat à une autre fonction (exécutive ou législative). Ces restrictions ne s'appliquent pas aux détenteurs d'un mandat relevant du pouvoir législatif (Sénateur, Député Fédéral, Député d'un État et Conseiller Municipal) qui peuvent se représenter autant de fois qu'ils le désirent.
En 1996, le Congrès National (réunion du Sénat et de la Chambre des Députés) a approuvé une nouvelle législation concernant les partis politiques exigeant notamment que les partis politiques disposent d'au moins 5% du total des suffrages exprimés dans tout le pays pour continuer à être représentés au Congrès National, et cela à partir de 2006.

Une telle distribution confère aux élections municipales un rôle politique considérable : les candidats aux fonctions électives de niveau supérieur (députés fédéraux, sénateurs et président de la république) doivent se ménager des relais locaux qui, le moment venu, indiqueront le « bon choix » à des populations souvent peu à même d'exprimer une préférence politique. Ces relais, personnifiés par les maires, notables affiliés à un parti politique (car, pour être candidat et *a fortiori* pour être élu, il faut appartenir à un parti), fondent un véritable système de solidarités, d'une extrémité à l'autre de la hiérarchie politique, et sur une base géographique immense. Être élu au Brésil suppose la maîtrise de ces combinaisons à géométrie variable sur l'ensemble du territoire, dans lesquelles l'idéologie et le programme politique ne jouent qu'un rôle secondaire. Ainsi, c'est la solidité des oligarchies qui permet à tel ou tel autre candidat de l'emporter. On peut donc penser que la dislocation des subtiles alliances qu'avait su bâtir le président sortant, Fernando Henrique Cardoso, et que son dauphin désigné, José Serra, n'a pas pu maintenir, a favorisé l'élection, au second tour de scrutin, de Luiz Inácio Lula da Silva, candidat du Parti des travailleurs, à la Présidence de la République en 2002.

L'INÉGALE IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE DES PARTIS POLITIQUES

On a beaucoup glosé sur le flou idéologique de nombre de partis politiques brésiliens; on s'est même parfois moqué de la mobilité inter-partis des politiciens brésiliens qui, pour faire carrière, n'hésitent pas à changer de parti d'une élection à l'autre, et même parfois à fonder leur propre parti. L'intensité de cette mobilité dépend largement du poids politique de chaque parti. Mesurée sur les candidats aux mairies et conseils municipaux inscrits à la fois en 1996 et en 2000, la mobilité apparaît plus grande dans les partis présentant peu de candidats, que dans les grands partis ; la part des candidats provenant d'un autre parti s'élevait à 57% de l'ensemble des candidats pour le PDT et « seulement » 44% pour le PT. Cela rend difficile un étiquetage des candidats de type droite/gauche. C'est plus en termes de soutien à la politique du Président de la République (ou du Gou-

Figures 4 et 5. Élections municipales de 2000. Premier et second tour.



verneur) ou d'opposition à cette politique qu'il faut aborder l'étude de l'implantation géographique des partis.

Une trentaine de partis politiques ont participé aux élections municipales de l'an 2000. Les 4 principaux (PSDB, PMDB, PFL et PT) on obtenu des scores compris entre 14 et 16% des suffrages exprimés, soit 61% en tout. Les partis ayant une envergure nationale présentent des implantations géographiques très différentes les unes des autres. Membre de la coalition ayant soutenu a deux reprise (1994 et 1998) la candidature de Fernando Henrique Cardoso à la fonction présidentielle, le **Parti du Front Libéral** (*Partido da Frente Liberal*, PFL) a conquis 1026 mairies, dont 3 capitales (Salvador, Curitiba et Palmas) : il apparaît ainsi comme l'un des mieux implantés dans l'ensemble du pays. La carte des mairies PFL (fig. 4) dément l'un des mythes les plus résistants de la vie politique brésilienne, celui selon lequel le PFL serait un parti nordestin. Il serait plus juste de dire que, bien que nombre de ses leaders disposent d'un ancrage solide dans le Nordeste (certains ne sont-ils pas de ces *coronéis*, notables locaux qui disent au peuple comment il doit voter ?). On trouve des maires élus sous l'étiquette PFL sur une grande partie du territoire national, depuis le Maranhão, jusqu'à Santa Catarina, avec cependant une représentation très modeste dans le Ceará, le Rio Grande do Sul, la Région Centre-Ouest et l'Amazonie. Mais le PFL est surtout un parti de l'intérieur et apparaît bien faible dans les grands centres urbains, Salvador et Curitiba apparaissant comme deux exceptions qui confirment la règle.

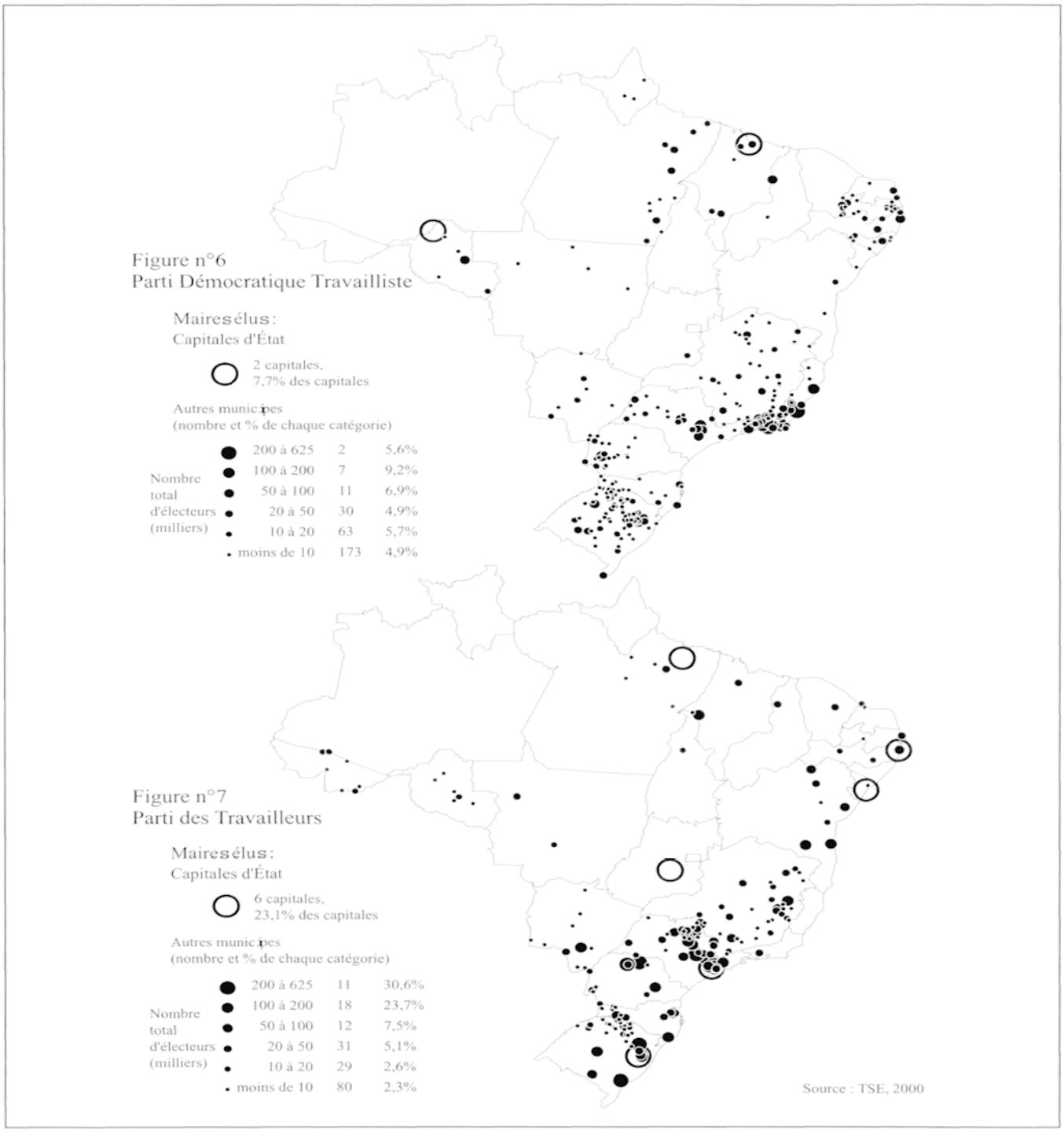
En contrepoint, la carte du **Parti des Travailleurs** (*Partido dos Trabalhadores*, *PT*, parti d'origine du nouveau Président Luiz Inácio Lula da Silva) apparaît très différente (fig. 7). Bien qu'ayant obtenu un score proche du PSDB, 14,1% des suffrages exprimés, il a seulement remporté 187 mairies, ce qui se traduit par une carte beaucoup moins dense. Mais il s'agit de villes beaucoup plus grandes, notamment 6 capitales d'État parmi les plus importantes : Belém, Recife, São Paulo, Porto Alegre, Goiânia et Aracaju. Ainsi, la force électorale du PT réside dans les villes de plus de 100 000 électeurs.

Ces deux premiers exemples illustrent de manière saisissante la « spécialisation » géographique des partis politiques. Le PFL « ratisse » sur une grande partie du territoire national à la faveur des arrangements locaux conclus par les notables ; le second au contraire se concentre sur un nombre réduit de points d'appuis urbains où il dispose d'une réelle base militante : deux stratégies, deux manières de faire de la politique, deux géographies différentes.

Les partis qui ne sont pas en mesure de revendiquer une implantation nationale s'appuient sur un fief électoral. Pour illustrer cette méthode, examinons tout d'abord la carte du **Parti Progressiste Brésilien** (*Partido Progressista Brasileiro*, PPB). Ce parti a une vocation plus régionale que nationale car il n'a obtenu que 8,1% des suffrages exprimés et 618 mairies, surtout de petites communes (fig. 5). Il est très bien implanté dans le Sud du pays, surtout dans les États de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul où il a remporté 174 mairies. De plus, sa vocation régionale s'est affirmée par son succès de la mairie de Florianópolis, remportée par Angela Amin, l'épouse du Gouverneur de l'État de Santa Catarina, Esperidião Amin, lui-même ancien maire de la capitale et candidat malheureux à l'élection présidentielle deux ans plus tard. Ainsi, à partir de son fief *catarinense*, et une petite dose de népotisme, le PPB diffuse dans d'autres régions du pays, au gré des ralliements à son chef, futur candidat à l'élection présidentielle.

Un autre cas intéressant d'enracinement est celui du **Parti Démocratique Travailliste** (*Partido Democrático Trabalhista*, PDT), arrivé au septième rang avec 6,6% des suffrages exprimés, ce qui lui a permis d'enlever 288 mairies, dont deux capitales (fig. 6). Ce parti, qui est le représentant officiel unique du Brésil à l'Internationale Socialiste, a été fondé en 1979 par Leonel Brizola alors en exil au Portugal. Son objectif était de faire renaître le Parti Travailliste Brésilien (*Partido Trabalhista Brasileiro*, PTB) créé par Getúlio Vargas. Leonel Brizola, né à Passo Fundo dans le Rio Grande do Sul, a été successivement député fédéral de cet État (1954), maire de la capitale Porto Alegre (1955), puis gouverneur (1958). Ses ambitions nationales l'ont ensuite conduit à se faire élire député fédéral de l'État de Guanabara (actuel État de Rio de

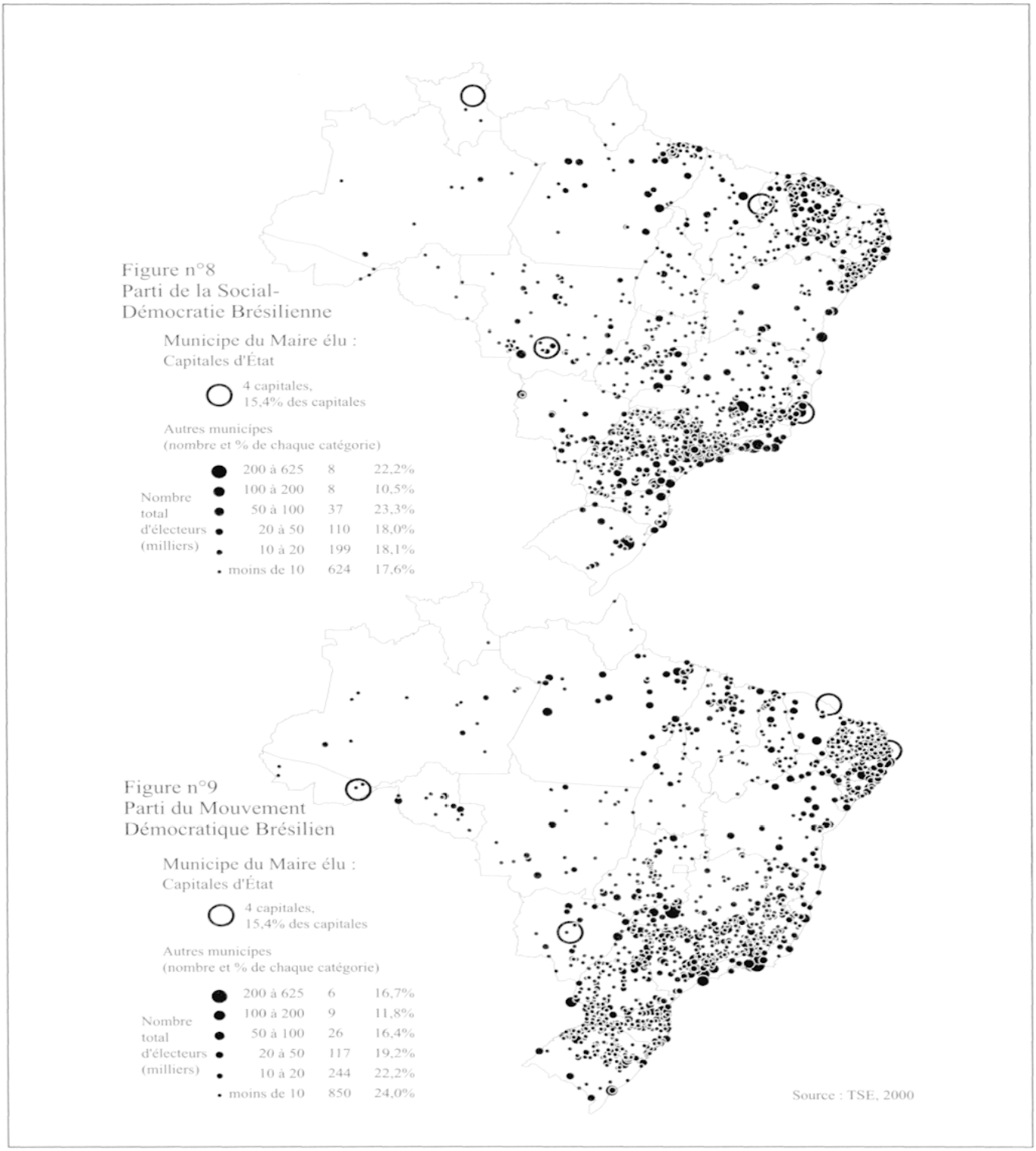
Figures 6 et 7. Élections municipales de 2000. Premier et second tour.



Janeiro, sans la capitale alors District Fédéral, 1962), puis, après la dictature militaire Gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, à deux reprises (1982 et 1990).

Ce raccourci historique permet de comprendre le double ancrage géographique du PDT. On retrouve sur la carte le foyer historique du Rio Grande do Sul avec un noyau principal au nord de Porto Alegre, la capitale, plus radicale, étant passée aux mains du PT. C'est bien dans ce fief méridional que réside aujourd'hui encore l'héritage populiste de Getúlio Vargas. L'autre centre « PDTiste » est solidement accroché sur l'État de Rio de Janeiro (en dehors de la capitale), ce qui s'explique par l'aura personnelle de Leonel Brizola qui disposait encore en l'an 2000 de très nombreux soutiens. Cet état de grâce n'allait d'ailleurs pas durer puisque juste après les élections municipales, de nombreux maires de l'État de Rio de Janeiro ont rejoint le Parti Socialiste Brésilien (*Partido Socialista Brasileiro*, PSB) de Anthony Garotinho, alors

Figures 8 et 9. Élections municipales de 2000. Premier et second tour.



Gouverneur, et lui aussi futur candidat à l'élection présidentielle de 2002.

Deux autres partis d'envergure nationale présentent des implantations différentes de celles qui caractérisent le PFL et le PT. Le Parti de la Social-Démocratie Brésilienne (*Partido da Social Democracia Brasileira*, PSDB), a remporté 16% des suffrages exprimés aux élections municipales de 2000 dans l'ensemble du pays. Il a gagné dans 990 des 2056 *municípios* où il présentait des candidats, dont quatre capitales, Boa Vista, Teresina, Vitória et Cuiabá (fig. 8). Le PSDB bien que présent dans tous les États de la Fédération, apparaît plus puissant dans les États de São Paulo et du Ceará où il a été fondé, respectivement, par Mário Covas et Tasso Jereissati. Il obtient aussi un grand nombre de mairies dans la région Nordeste, le Minas Gerais et le Paraná. Le Parti du

Mouvement Démocratique Brésilien (*Partido do Movimento Democrático Brasileiro*, PMDB) présentait des candidats dans 2089 *municípios* et en a enlevé 1256 dont quatre capitales : Fortaleza, João Pessoa, Campo Grande et Rio Branco (fig. 9). S'il a obtenu un nombre de mairies bien supérieur à celui du PSDB, avec cependant un nombre total de suffrage exprimés légèrement inférieur (15,7%), c'est que sa projection territoriale comprend de nombreuses petites communes du Nordeste oriental, du Sudeste et du Sud.

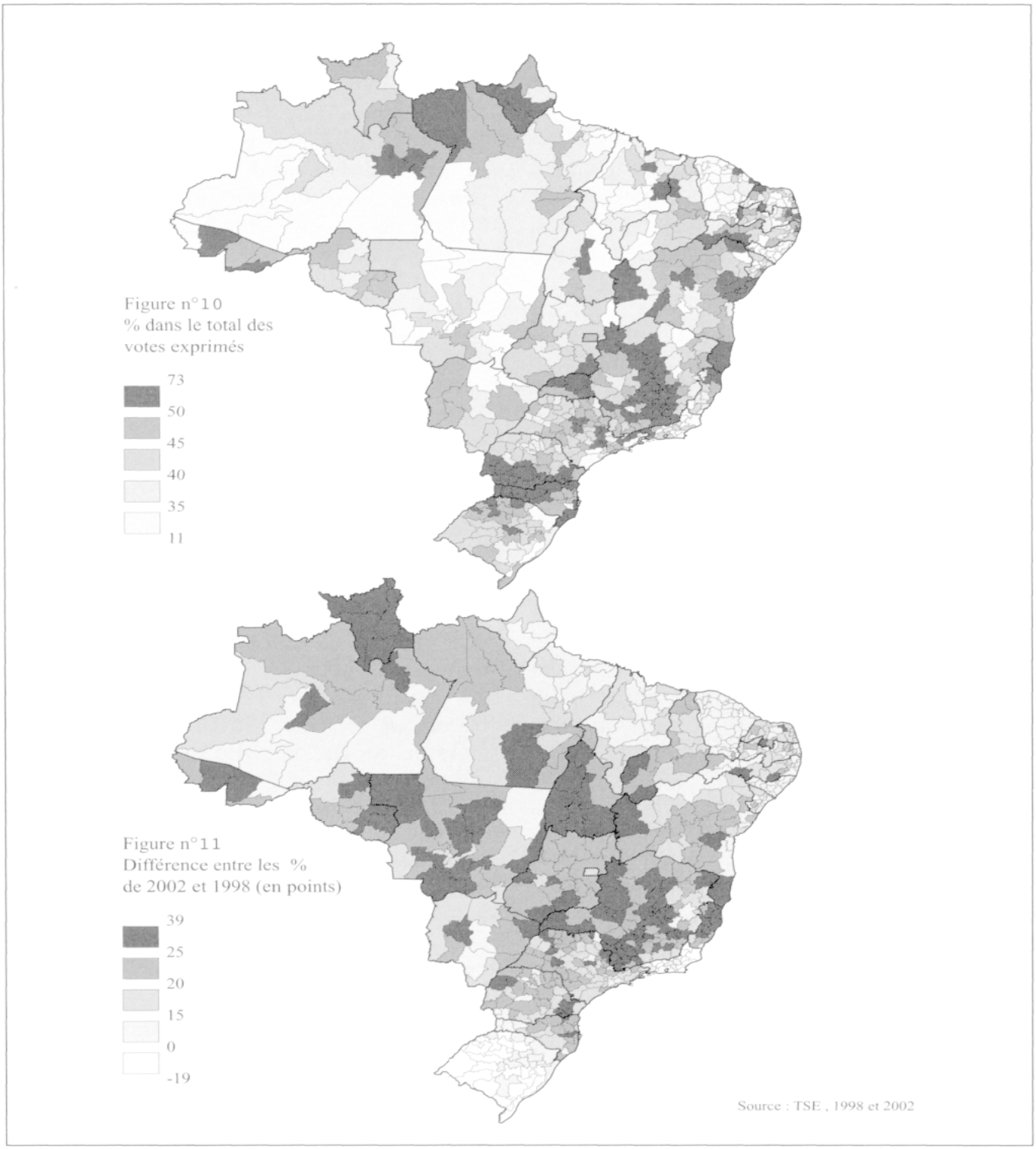
Ces exemples, que l'on pourrait multiplier par l'étude de l'implantation des autres partis politiques, au travers de maires élus sous telle ou telle autre étiquette, montre l'importance de deux facteurs territoriaux essentiels à l'exercice de la démocratie dans le Brésil d'aujourd'hui. Un parti peut être d'envergure nationale sans pour autant présenter une répartition équilibrée sur l'ensemble du territoire. Cela est particulièrement le cas du Parti des Travailleurs qui ne contrôle les mairies que d'un petit nombre de communes urbaines, mais situées parmi les plus importantes sur le plan économique, et qui, du fait du nombre élevé de leurs électeurs permet au PT de faire jeu égal avec d'autres partis, comme le PFL, mieux distribués dans le pays, mais limités aux petites communes. À côté de ce clivage urbain/rural qui correspond bien sûr à d'autres césures sociologiques et économiques, on comprend combien l'implantation des partis est dépendante de l'étendue du prestige de leurs leaders, et de leur identification à un ou plusieurs territoires dont ils sont originaires ou bien qu'ils ont administrés plus ou moins longtemps. On aboutit ainsi à une nette régionalisation de plusieurs partis qui, s'ils ne peuvent prétendre guider à eux seuls la politique nationale, jouissent en revanche d'une influence considérable dans les États et les communes qui les ont choisis. Une conséquence importante de cette fragmentation géographique du pouvoir démocratiquement élu se traduit par l'obligation pour les candidats à l'élection présidentielle de bâtir une coalition suffisamment large sur le plan politique et géographique, ce qui les conduit inéluctablement à « ménager la chèvre et le chou » pour espérer l'emporter.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2002

Avec l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva à la Présidence de la République Fédérative du Brésil, l'alternance qui vient de se produire dans ce pays est précisément l'un de ces changements majeurs que la géographie électorale peut contribuer à comprendre. Le scrutin présidentiel de 2002 était focalisé sur deux candidats principaux : José Serra, ancien Ministre de la Santé, dauphin désigné de Fernando Henrique Cardoso, président sortant, élu en 1994 et en 1998 sous l'étiquette du Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne (*Partido da Social Democracia Brasileira*, PSDB) ; à gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, concourrait pour la quatrième fois sous l'étendard du Parti des Travailleurs (*Partido dos Trabalhadores*, PT), avec cette fois-ci une chance de l'emporter, à ce qu'annonçaient les sondages. Pour le PSDB, il était indispensable de maintenir les alliances avec les forces conservatrices qui avaient si bien fonctionné pour Fernando Henrique Cardoso. Pour le PT, il était fondamental de dépasser la limite du tiers des suffrages exprimés que les candidats de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva et Leonel Brizola, avaient obtenu, soit comme rivaux, soit comme alliés, aux élections présidentielles de 1989, 1994 et 1998.

Pour sa quatrième tentative, Lula a obtenu un bon score dans de nombreuses régions du pays (fig. 10), bien au-delà de la sphère d'influence de son parti, le PT, telle qu'elle apparaît sur la carte des maires PT élus en 2000 . Il l'a emporté dans toutes les capitales d'État, obtenant une confortable avance sur ses challengers à Salvador (73,7%), Teresina (60,4%), João Pessoa (60,1%), Florianópolis (59,9%), Belo Horizonte (58,4%), Aracaju (56,2%), Curitiba (55,1%), Fortaleza (54,5%), Manaus (52,6%) et Palmas (52,2%). À cela s'ajoutent de bons résultats dans de nombreuses régions rurales, notamment dans le Minas

Figures 10 et 11. Élection présidentielle de 2002. Premier tour Luiz Inácio Lula da Silva



Gerais, à Bahia, à Santa Catarina et dans le Paraná.

À Santa Catarina et dans le sud-ouest du Paraná, Lula s'était déjà bien comporté au second tour de l'élection présidentielle de 1989. Il s'agit de régions de petites exploitations agricoles qui ont beaucoup souffert de la concentration de la terre et de l'exode rural, conséquences de l'extension de la culture du soja. Ces difficultés ont provoqué une large mobilisation des petits agriculteurs et des ouvriers agricoles victimes de la modernisation de l'agriculture et de son insertion brutale dans l'économie internationale des denrées agricoles. Ainsi, la plateforme politique de Lula, qui comprenait un très important chapitre relatif à la Réforme Agraire pourrait expliquer ici le renforcement des positions de Lula entre 1998 et 2002 (fig. 11).

Dans le Minas Gerais et à Bahia, les progrès de Lula traduisent une nette transformation du comportement électoral car, dans les élections antérieures, le vote PT se limitait aux capitales des États et aux régions industrielles. Alors que dans le sud du pays, c'est un profond changement socio-économique qui a renforcé Lula, on a affaire ici à un mouvement d'ordre essentiellement politique puisque le candidat de gauche a réussi le tour de force d'obtenir l'appui de l'ancien Président de la République, Itamar Franco (ex-vice-président de Fernando Collor de Mello [réactionnaire populiste corrompu, acculé à la démission par le peuple brésilien en décembre 1992], puis Président en 1993-1994), et du Président du Congrès National, le Sénateur de Bahia, Antônio Carlos Magalhães, nordestin grande figure de la droite la plus conservatrice du Brésil. Ces deux ralliements de personnages pourtant idéologiquement opposés au PT, résultent de leur rupture avec Fernando Henrique Cardoso, au cours de son second mandat (1999-2002), et de leur refus de soutenir le dauphin José Serra, lui-même plus proche d'eux, au moins sur le plan de la philosophie politique qui les anime. Et comme on pouvait le prévoir, le système clientéliste a fonctionné à plein, les notables locaux appliquant les recommandations des leaders nationaux en appelant à choisir le drapeau rouge frappé d'une étoile jaune ! Et les conséquences de cette manipulation politique se traduisent par une réorientation des suffrages sur le candidat du PT qui gagne 25 points de pourcentage dans plusieurs États, Minas Gerais et Bahia évoqués ci-dessus, mais aussi dans l'Espírito Santo, le Tocantins, le Mato Grosso et le Roraima. Il enfonce un coin dans le Goiás, et le Piauí, avec des gains compris entre 15 et 25 points. Et ce qu'il est convenu d'appeler « effet Lula » atteint même le sertão, chasse gardée des *coronéis* nordestins, du Pernambuco de la Paraíba et du Rio Grande do Norte. Ainsi, le changement le plus important de la géographie électorale du Brésil de la Nova República consiste en une considérable migration des suffrages nordestins qui se sont dirigés massivement vers Lula.

Parallèlement à ces gains, on observe aussi des pertes dans l'État de Rio de Janeiro, et dans le Rio Grande do Sul où Lula s'était pourtant bien comporté en 1998. Le recul apparaît cependant modéré dans l'État de Rio de Janeiro : -2,1 points dans l'agglomération de Rio de Janeiro, - 4,6 dans la région de Lagos plus au nord, et -18,6 dans la région pétrochimique de Campos. Dans le Rio Grande do Sul, en revanche, les pertes dépassent fréquemment 5 points et parfois même 10 : -12,9 points à Pelotas, - 11,3 à Santa Maria, -7,2 dans la capitale Porto Alegre, -5,7 à Passo Fundo et -5,1 à Ijuí. Ce mouvement contraire à la tendance nationale (et même contraire à l'Histoire puisque Lula est devenu premier président de gauche de la Nova República après avoir vaincu José Serra au second tour de scrutin) demande qu'on s'interroge sur ses causes. S'agirait-il d'un désenchantement des électeurs face à la gestion des gouvernements issus du PT dans les États de Rio de Janeiro et du Rio Grande do Sul ? Ou plus simplement l'évolution d'un électorat autrefois progressiste en direction des candidats conservateurs en raison des succès du Plan Real qui a, par exemple, largement terrassé l'inflation qui sévissait autrefois au Brésil ? En fait, ces causes, si elles ont pu jouer à la marge, ne sont rien face à la division des forces de gauche dans ces deux États. On sait que pour la campagne à l'élection présidentielle de 1998, le Parti Démocratique Travailliste, PDT, de Leonel Brizola, et le Parti Socialiste Brésilien (*Partido Socialista Brasileiro*, PSB), de Miguel Arraes, soutenaient activement Lula. En 2002, en revanche, Brizola a appuyé Ciro Gomes pendant que Arraes se faisait le *supporter* convaincu de Anthony Garotinho (arrivé à la troisième place). En plus de la division des principaux leaders de gauche, le départ de Anthony Garotinho, du PDT vers le PSB au début de l'année 2001, lui a permis d'armer une puissante machine électorale ce qui a mécaniquement affaibli Lula à Rio de Janeiro. Dans le Rio Grande do Sul, se sont ajoutées des rivalités internes au PDT dont l'effet immédiat fut de rendre impossible l'élection d'un gouverneur PT, et indirectement l'affaiblissement de Lula.

CONCLUSION

Le système électoral décrit ci-dessus a permis à Lula de progresser dans la majeure partie du pays, et l'a fait reculer dans d'autres régions. On retrouve dans tous les cas le poids des grandes figures d'envergure nationale (comme Itamar Franco, Antônio Carlos Magalhães, Leonel Brizola, Miguel Arraes) aux commandes des clientèles locales. Dans un pays aussi vaste que le Brésil, ces notables régionaux et locaux (gouverneurs et députés des États, maires et conseillers municipaux) forment l'indispensable relais entre les candidats à l'élection présidentielle et les électeurs des campagnes et des petites villes (souvent incapables d'analyse politique). Ainsi, le fonctionnement démocratique du Brésil s'est-il adapté aux conditions imposées par les structures de son territoire, héritées de l'Histoire, et résultant des rapports économiques et sociaux contemporains. D'autres pays, pensons par exemple aux États-Unis d'Amérique, ont adopté d'autres modes opératoires comme la tenue de « primaires », pour assurer la continuité territoriale et dont le système électoral a besoin dans un cadre géographique immense.

Le « génie brésilien » qui fait que ce pays veut toujours faire mieux, plus vite, en résumé être champion du monde partout où il le peut (et pas seulement en *futebol* ou en *Formula um*, mais aussi dans le domaine agricole ou technologique, avec des succès inégaux toutefois), a engendré une manière de faire de la politique somme toute assez pacifique. La consolidation démocratique apparaît maintenant effective comme en témoigne la passation de pouvoir entre Fernando Henrique Cardoso et Luiz Inácio Lula da Silva qui s'est tenue dans le plus grand calme, si ce n'est la grande clameur d'espoir en un avenir meilleur qui a traversé tout le pays, de Chuí à l'Oiapoque, de Rio de Janeiro au Javari.

BIBLIOGRAPHIE

BLANQUER J.-M., GIRALDO F., SONNLEITNER W. (2003), Esbozo de geografía política de los países andinos hacia un Atlas electoral de América Latina, *ALCEU*, Rio de Janeiro, vol. 3, n° 6, pp.119-129.

BRUNET R., *Champs et contrechamps, Raisons de géographe*, Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 319 p.

CABOS, V., WANIEZ, P. (1987), Les élections du 15 Novembre 1986 au Brésil, *Problèmes d'Amérique Latine*, n°83, pp. 5-24.

DABÈNE O., *L'Amérique latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, Coll. Cursus Histoire, 192 p.

GRANDI J. (1985), Brésil, chronologie de la transition 1979-Août 1985, *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 78, pp. 115-135.

JACOB C. R., HEES D. R., WANIEZ P., BRUSTLEIN V. (2000), As eleições presidenciais no Brasil pós-ditadura militar : continuidade e mudança na geografia eleitoral, *ALCEU*, Rio de Janeiro, vol. 1, n° 1, pp. 102-151.

JACOB C. R., HEES D. R., WANIEZ P., BRUSTLEIN V. (2002), As eleições municipais e sua influência nas disputas presidenciais, *ALCEU*, Rio de Janeiro, vol. 3, n° 5, pp. 135-181.

LOBATO A. O. C. (à paraître), *Arrêt sur image : l'expérience brésilienne « La judicialisation des élections au Brésil »*, Paris, IHEAL.

MONCLAIRE S. (à paraître), *Comment se fait-on élire au Brésil ? (1982-2002)*, Paris, IHEAL.

NICOLAU J. M. (1996), *Multipartidarismo e democracia : um estudo sobre o sistema partidário brasileiro (1985-94)*, Rio de Janeiro, Editora FGV.

PÉCAUT D. (1987), Des élections du 15 Novembre 1986 à la constituante : de la consolidation démocratique aux illusions perdues, *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 83, pp. 27-42.

RAILLARD H. (novembre 1989), Carnaval électoral sur fond de crise, *Le Monde diplomatique*, pp. 6-7.

SACHS I. (juillet 1989), Président pour quoi faire ? 22 candidats, *Le Monde diplomatique*, p. 17.

SINGER A. (2000), *Esquerda e Direita no Eleitorado Brasileiro*, São Paulo, Edusp.

SONNLEITNER W. (2003), El lento pero inexorable declive de una dictadura perfecta : Los procesos electorales en México, reveladores y catalizadores del cambio político (1961-2000), *ALCEU*, Rio de Janeiro, vol. 3, n° 6, pp. 328-351.

VANHECKE C. (1/11/1989), Brésil : le scrutin du 15 Novembre sous la menace de l'hyperinflation, *Le Monde*, p. 6.

VIDAL D. (1998), Le Brésil après la réélection de F. H. Cardoso, *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 31, pp. 7-23.

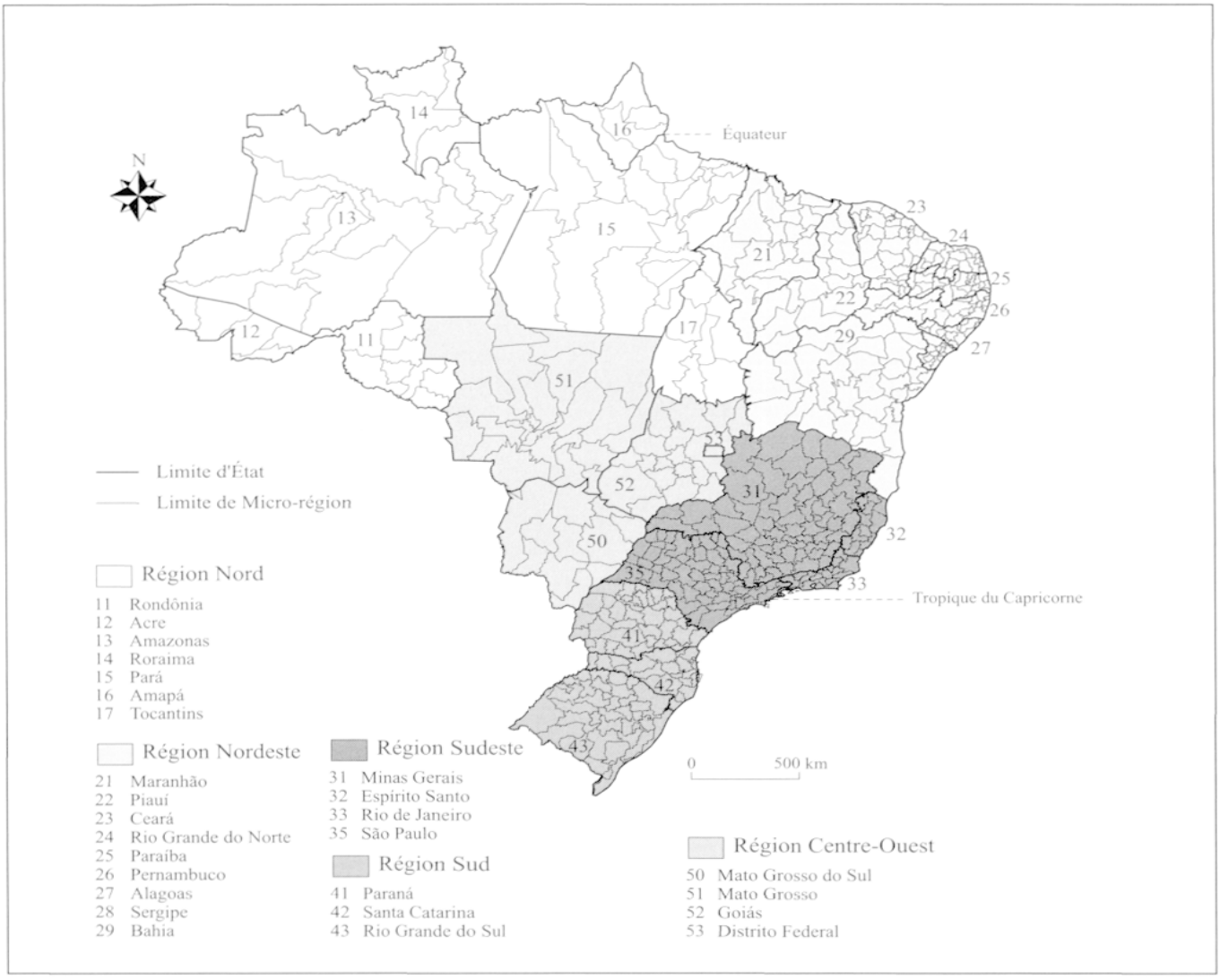
WANDERLEY REIS F. (1988), La construction démocratique au Brésil. Diagnostic et perspectives, *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 90, pp. 3-21.

WANIEZ P., BRUSTLEIN V., JACOB C. R., HEES D. R. (1997), La géographie électorale du Brésil lors de l'élection présidentielle de 1994 *Cahiers des Amériques Latines*, Paris, n° 24, pp. 131-154.

WANIEZ P., BRUSTLEIN V., JACOB C. R., HEES D. R. (2000), Une lecture du nouvel Atlas électoral du Brésil, *Lusotopie*, Paris, pp. 537-577.

ANNEXE 1. CARTE DES RÉGIONS ET ÉTATS DU BRÉSIL

Divisions territoriales du Brésil. Régions, États, Micro-régions.



ANNEXE 2. SIGLES UTILISÉS DANS L'ARTICLE

ALENA	Alliance de Libre Échange Nord Américaine
Mercosur	Marché Commun du Sud (de l'Amérique du Sud)
TSE	Tribunal Supérieur Électoral
TRE	Tribunal Régional Électoral
IBGE	Institut Brésilien de Géographie et de Statistique
PUC-Rio	Université Catholique de Rio de Janeiro
PDT	Parti Démocratique Travailliste
PT	Parti des Travailleurs
PSDB	Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne
PMDB	Parti du Mouvement Démocratique Brésilien
PPB	Parti Progressiste Brésilien
PFL	Parti du Front Libéral
PSB	Parti Socialiste Brésilien